

Cas pratique séance 2

Gabrielle et Arthur décident de se marier. Pour le mariage certains proches ont offerts des cadeaux aux futurs mariés. En effet Arthur a offert à Gabrielle la bague de sa grand-mère. L'amie de Gabrielle, Maureen, lui a offert sa robe de mariée grâce à un emprunt. Et les parents d'Arthur leur ont offert un appartement pour tous les deux. Mais lors des préparatifs, à trois jours de la cérémonie, Arthur est parti avec l'adjointe au maire afin d'aller vivre et se marier en Guadeloupe en laissant tout tomber derrière lui.

Comment va se passer la restitution des biens pour fiancés ?

I/ La preuve des fiançailles

En principe, il faut prouver l'existence des fiançailles et de la donation. Les fiançailles étant un fait juridique, la preuve est donc libre selon l'article 1358 du code civil. Celui qui réclame la restitution va établir par tous moyens l'existence du don, la partie adverse si elle veut conserver le don. Elle doit prouver qu'il y a eu rupture. En cas de faute elle peut conserver ce bien.

En l'espèce, pour le mariage les fiancés ont reçu des cadeaux tels qu'une bague de mariage ou encore une robe de mariée et un appartement. Tous ces biens constituent une donation.

En conclusion, les fiançailles entre Gabrielle et Arthur ont été prouvées.

II/ La rupture des fiançailles

A) rupture unilatérale

En principe, la liberté étant un principe fondamental qui est prévue à l'article 12 de la CESDH. Comme les fiançailles ont pas de force obligatoire. La rupture est possible de façon unilatérale jusqu'à la célébration du mariage.

En l'espèce, Arthur qui est le fiancé de Gabrielle l'a quitté pour pouvoir vivre son histoire d'amour avec l'adjointe au maire, Maureen sans demander au préalable l'avis de Gabrielle avant de partir.

En conclusion, Arthur et Gabrielle ont rompu leur fiançailles par le départ d'Arthur.

B) la faute d'Arthur

En principe, la liberté est un principe fondamental qui est prévue à l'art 12 CESDH. Comme les fiançailles ont pas de force obligatoire. La rupture est possible de façon unilatérale jusqu'à la célébration du mariage. Toutefois de façon exceptionnelle, il peut arriver que la rupture est un caractère fautif. La faute est traditionnellement liée à la manière de rompre. Ainsi une rupture brutale et injurieuse peut constituer une faute. Plus la date du mariage approche plus la rupture aura un caractère fautif.

En l'espèce, Arthur et Gabrielle étant fiancés, ils étaient en pleine préparation de mariages. Toutefois, Arthur a décidé de mettre fin au mariage trois jours avant la cérémonie en partant avec une autre femme.

En conclusion, l'annulation du mariage à une date si proche de la cérémonie constitue une faute entraînant un dommage moral auprès de Gabrielle.

III/ Les dommages et intérêts.

En principe, Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. Pour cela il faut que les fiançailles ont été prouvées, la faute reconnue entraînant un dommage auprès de la victime.

En l'espèce, les fiançailles ont été prouvées par les donations faites par les tiers ainsi que la faute de part une rupture trop proche de la cérémonie de mariage entraînant un dommage moral chez la mariée.

En conclusion, la fiancée va pouvoir avoir réparations des dommages et des intérêts suite à la faute commise.

IV/ Les cadeaux.

En principe, les cadeaux les plus importants dont la cause est le futur mariage. En cas de rupture, l'article 1088 CC la conséquence est la restitution. Toutefois la jurisprudence introduit un correctif qui est la notion de faute qui peut permettre à la/le fiancé injustement quitté de conserver le cadeau.

Enfin, Le cadeau qui a été fait appartient à la famille du fiancé. En cas de rupture il y a toujours restitution. En droit français il y a ensemble de biens appelés souvenirs de famille dont la valeur peut être différente. Ils ont vocation à rester dans la famille. Plus précisément si le fiancé a donné une bague qui appartenait à sa famille, il en est pas vraiment le propriétaire, il est dépositaire. 29 mai 1995 arrêt de principe de la chambre civile.

En l'espèce, l'amie d'enfance de la fiancée lui a offert une robe de mariage pour la cérémonie. Les parents du marié quant à eux, ils ont offert un appartement pour les deux fiancés. Enfin le fiancé a offert à sa fiancée une bague ayant appartenue à sa grand-mère.

En conclusion, grâce à la faute commise par le fiancé l'appartement et la robe pourront lui être donnés en guise de réparations pour le dommage causé. Mais la bague va rester dans la famille du fiancé.